

Résumé du rapport de la Banque Mondiale

« Suivi de la situation de l'économie tunisienne 2020 »

Le rapport de la Banque mondiale, publié le 22 décembre 2020, évalue la situation de l'économie tunisienne à la suite de la crise du covid-19, analyse les perspectives d'évolution et les risques qui pèsent sur ces perspectives pour les années 2021 et 2022 et propose des actions pour relancer la croissance et reconstruire le potentiel des entreprises tunisiennes.

I. Evolutions récentes

« La Tunisie doit faire face à une baisse de croissance plus marquée que celle des autres pays homologues de la région, la crise sanitaire se rajoute à une situation de croissance lente et d'endettement en hausse ». La production devrait se contracter de 9,2% en 2020 entraînant l'exacerbation du chômage et la paupérisation des segments vulnérables de la population. Plus particulièrement, il est attendu que la pauvreté passe de 14% de la population avant l'avènement de la pandémie à 21% de la population en 2020. Parmi les segments les plus vulnérables, on compte essentiellement les femmes qui vivent en familles nombreuses, dépourvues d'accès aux soins de santé et souvent employées en dehors de toute forme contractuelle.

Le taux de chômage atteint un pic de 18 % au deuxième trimestre et redescend à 16 % au troisième trimestre contre 15% avant la pandémie. L'augmentation du chômage a touché davantage les travailleurs informels qui représentent 46 % de la population active, qui ne bénéficient d'aucune forme de protection, travaillant dans les secteurs des services et de la construction.

Le secteur des exportations a considérablement contribué à la baisse de la croissance : en septembre 2020, il a enregistré une baisse de 15% en glissement annuel, en raison du fléchissement de la demande mondiale et de l'affaiblissement des secteurs industriel et touristique.

Le déficit du compte courant tombe toutefois à 7% du PIB en 2020 contre 8,8% du PIB en 2019, grâce à la plus grande contribution des envois de fonds et à la baisse des importations plus rapide que celle des exportations. Il en est résulté un affermissement de la position extérieure. Au 31 octobre, les réserves de change de la Tunisie se sont élevées à 7,8 milliards de dollars, couvrant près de 147 jours d'importation (contre 103 jours une année auparavant).

Dans ce contexte difficile, la réponse politique a été globalement adéquate. Le déclin de l'inflation a créé les conditions favorables à une réduction des taux d'intérêt et au soutien à la croissance modérée du crédit à l'économie.

La politique budgétaire a également été conciliante. Les autorités ont réagi à la pandémie en proposant un paquet de mesures budgétaires en appui aux entreprises et aux ménages. Ces mesures, ajoutées aux pertes de revenus engendrées par le ralentissement économique, ont engendré une augmentation du déficit budgétaire à 10,5% du PIB contre près de 3% du PIB initialement prévu. L'augmentation des besoins de financement a exacerbé la vulnérabilité liée à la dette. La dette publique augmenterait à 89% du PIB en 2020, contre 72% en 2019.

II. Perspectives et risques

« Les perspectives s’annoncent difficiles et incertaines. Après une contraction attendue de 9,2% en 2020, la croissance devrait temporairement s’accélérer pour se situer à 5,8% en 2021 à mesure que les effets de la pandémie commencent à s’atténuer, avant de revenir à une trajectoire plus modérée de près de 2% d’ici à 2022, en raison des défaillances structurelles préexistantes ».

Les risques à la baisse qui pèsent sur ces perspectives sont importants, au vu de l’ampleur de la deuxième vague de pandémie qui continue de sévir et de son impact sur les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie.

On s’attend à ce que le déficit du compte courant commence à s’améliorer avec la reprise des exportations, quoiqu’à un rythme lent et incertain (6.2 % en 2021 et 6.3 % en 2022).

« Les perspectives budgétaires misent sur un cadre budgétaire serré et une marge de relance budgétaire limitée. Les risques budgétaires liés à la croissance de la masse salariale, aux subventions, aux retraites et à la faible performance des entreprises publiques commencent à se faire concrètement sentir et, à défaut d’être gérés de manière proactive, risquent de compromettre les efforts de relèvement engagés ».

Devant cette conjoncture difficile et pour affronter avec succès cette crise, la Tunisie doit élaborer un programme cohérent de relance de l’économie et de réhabilitation de la crédibilité du cadre macroéconomique.

Le rétablissement de la viabilité du cadre macroéconomique « exige de restructurer les finances publiques en endiguant la masse salariale, en ciblant les transferts vers les catégories sociales à faible revenu et en maîtrisant les risques budgétaires induits par les entreprises publiques, le tout dans l’objectif de dégager plus de ressources en faveur de l’investissement public et de la relance ».

« Au vu de l’espace budgétaire limité et de la position extérieure fragile du pays, le pivot du plan de relance réside dans l’engagement de réformes structurelles visant à stimuler les performances du secteur privé ».

III. Relance de la croissance et reconstruction du potentiel des entreprises tunisiennes

Compte tenu des développements précédents, il devient plus que jamais urgent de dynamiser les entreprises et de booster leur potentiel de création d’emplois pour que le pays puisse se remettre de la crise liée à Covid-19.

Les données relatives aux sept dernières années — de 2013 à 2019 — montrent qu’il existe bon nombre de domaines où l’environnement s’est amélioré et où la Tunisie a pu être plus performante. Mais dans l’ensemble, ces mêmes données montrent que le secteur privé s’est affaibli et les entreprises sont moins enclines à investir et à innover :

- La part des entreprises investissant dans des immobilisations est passée de 44% en 2013 à 30% en 2019 et le repli est caractéristique de tous les secteurs.
- Les entreprises sont moins innovantes : la part des entreprises tunisiennes ayant introduit un nouveau produit ou service a diminué de moitié, passant de 28% en 2013 à 14% en 2019, les dépenses de recherche ont baissé de 18 % à 6.7 % et le pourcentage des entreprises qui offrent une formation formelle aux employés est passé de 29% en 2013 à 19 % en 2019.
- Les entreprises sont moins tournées vers l’exportation : le pourcentage d’entreprises exportatrices est passé de 38% en 2013 à 32% en 2019.

- Les indicateurs commerciaux se sont détériorés : le nombre de jours nécessaires au dédouanement a plus que doublé entre 2013 et 2019 (de 3 à 7 jours pour les exportations et de 7 à 16 jours pour les importations).
- Les entreprises sont de moins en moins productives : la croissance annuelle réelle de la productivité a été négative en 2013, de l'ordre de - 4,5% et de -5.1% en 2019a

Le rapport présente quelques-unes des mesures structurelles les plus urgentes à introduire pour aider à remettre le secteur privé sur les rails. Il s'agit, notamment,

- d'accroître les capacités des nouvelles entreprises à entrer sur le marché et à y offrir de nouveaux produits ;
- de lutter contre les goulots d'étranglement structurels qui compliquent l'accès des entreprises au financement ;
- de faire face à la détérioration des services douaniers ;
- et d'élaborer une vision claire de la politique d'innovation, en soutien aux secteurs où les exigences en matière d'innovation et d'avantages comparatifs commencent à prendre de l'importance.

Conclusion

Les développements qui précèdent, révèlent à l'instar d'études réalisées par le Forum Ibn Khaldoun, la persistance de nombreux blocages et distorsions à l'origine de l'atonie de la croissance, de la faiblesse de l'épargne et de l'investissement privé et du niveau élevé du chômage

C'est dire l'urgence, maintes fois réitérée, de la mise en œuvre d'un ensemble de réformes et de restructurations touchant tous les domaines, pour mieux exploiter les atouts disponibles, sur les plans scientifique, technique et géographique, afin d'acquérir une plus grande résilience aux chocs extérieurs - épidémiologiques, financiers et technologiques- tout en répondant, plus vite et mieux, aux attentes et aux aspirations de la population.

Forum Ibn Khaldoun pour le développement : 13 janvier 2021

[Rapport de la Banque Mondiale à télécharger](#)